Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 108° — Numero 5

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | ROMA - Sabato, 7 gennaio 1967 | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 23 novembre 1966, n. **1173.**

Adesione alla Convenzione per la repressione della tratta degli esseri umani e dello sfruttamento della prostituzione adottata a New York il 21 marzo 1950 e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione per la repressione della tratta degli esseri umani e dello sfruttamento della prostituzione, adottata a New York il 21 marzo 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 24 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 novembre 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — TAVIANI — REALE — MARIOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui

PRÉAMBULE

Considérant que la prostitution et le mal qui l'accompagne, à savoir la traite des êtres humains en vue de la prostitution, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine et mettent en danger le bien-être de l'individu, de la famille et la communauté,

Considérant qu'en ce qui concerne la répression de la traite des femmes et des enfants, les instruments internationaux suivants sont en vigueur:

1. — Arrangement international du 18 mai 1904 pour la répression de la traite des blanches, amendé par le Protocole approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 3 décembre 1948,

2. — Convention internationale du 4 mai 1910 relative à la répression de la traite des blanches, amendée par le Protocole susmentionné,

3. — Convention internationale du 30 septembre 1921 pour la répression de la traite des femmes et des enfants, amendée par le Protocole approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 20 octobre 1947,

4. — Convention internationale du 11 octobre 1933 pour la répression de la traite des femmes majeures, amendée par le Protocole susmentionné,

Considérant que la Société des Nations avait élaboré en 1937 un projet de Convention étendant le champ des instruments susmentionnés, et

Considérant que l'évolution depuis 1937 permet de conclure une convention qui unifie les instruments ci-dessus mentionnés et renferme l'essentiel du projet de Convention de 1937 avec les amendements que l'on a jugé bon d'y apporter;

En conséquence,

Les Parties contractantes

Conviennent de ce qui suit:

Article premier.

Les Parties à la présente Convention conviennent de punir toute personne qui pour satisfaire les passions d'autrui:

1. — Embauche, entraîne ou détourne en vue de la prostitution une autre personne, même consentante;

2. — Exploite la prostitution d'une autre personne, même consentante.

Article 2

Les Parties à la présente Convention conviennent également de punir toute personne qui:

1. — Tient, dirige ou, sciemment, finance ou contribue à financer une maison de prostitution;

2. — Donne ou prend sciemment en location, en tout ou en partie, un immeuble ou un autre lieu aux fins de la prostitution d'autrui.

Article 3

Dans la mesure où le permet la législation nationale, toute tentative et tout acte préparatoire accomplis en vue de commettre les infractions visées à l'article premier et à l'article 2 doivent aussi être punis.

Article 4

Dans la mesure où le permet la législation nationale, la participation intentionnelle aux actes visés à l'article premier et à l'article 2 ci-dessus est aussi punissable.

Dans la mesure où le permet la législation nationale, les actes de participation seront considérés comme des infractions distinctes dans tous les cas où il faudra procéder ainsi pour empêcher l'impunité.

Article 5

Dans tous les cas où une personne lésée est autorisée par la législation nationale à se constituer partie civile du chef de l'une quelconque des infractions visées par la présente Convention, les étrangers seront également autorisés à se constituer partie civile dans les mêmes conditions que les nationaux.

Article 6

Chacune des Parties à la présente Convention convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour abroger ou abolir toute loi, tout règlement et toute pratique administrative selon lesquels les personnes qui se livrent ou sont soupçonnées de se livrer à la prostitution doivent se faire inscrire sur des registres spéciaux, pos-

séder des papiers spéciaux, ou se conformer à des conditions exceptionnelles de surveillance ou de déclaration.

Article 7

Toute condamnation antérieure prononcée dans un Etat étranger pour un des actes visés dans la présente Convention sera, dans la mesure où le permet la législation nationale, prise en considération:

1. — Pour établir la récidive;

2. — Pour prononcer des incapacités, la déchéance ou l'interdiction de droit public ou privé.

Article 8

Les actes visés à l'article premier et à l'article 2 de la présente Convention seront considérés comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre des Parties à la présente Convention.

Les Parties à la présente Convention qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent dorénavant les actes visés à l'article premier et à l'article 2 de la présente Convention comme cas d'extradition entre elles.

L'extradition sera accordée conformément au droit de l'Etat requis.

Article 9

Les ressortissants d'un Etat dont la législation n'admet pas l'extradition des nationaux et qui sont rentrés dans cet Etat après avoir commis à l'étranger l'un des actes visés par l'article premier et par l'article 2 de la présente Convention doivent être poursuivis devant les tribunaux de leur propre Etat et punis par ceux-ci.

Cette disposition n'est pas obligatoire si, dans un cas semblable intéressant des Parties à la présente Convention, l'extradition d'un étranger ne peut pas être accordée.

Article 10

Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas lorsque l'inculpé a été jugé dans un Etat étranger, et, en cas de condamnation, lorsqu'il a purgé la peine ou bénéficié d'une remise ou d'une réduction de peine prévue par la loi dudit Etat étranger.

Article 11

Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme portant atteinte à l'attitude d'une Partie à ladite Convention sur la question générale de la compétence de la juridiction pénal comme question de droit international.

Article 12

La présente Convention laisse intact le principe que les actes qu'elle vise doivent dans chaque Etat être qualifiés, poursuivis et jugés conformément à la législation nationale.

Article 13

Les Parties à la présente Convention sont tenues d'exécuter les commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la Convention, conformément à leur législation nationale et à leur pratique en cette matière.

La transmission des commissions rogatoires doit être opérée:

1. — Soit par voie de communication directe entre les autorités judiciaires;

2. — Soit par correspondance directe entre les Ministres de la justice des deux Etats, ou par envoi direct, par une autre autorité compétente de l'Etat requérant, au Ministre de la justice de l'Etat requis;

3. — Soit par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant dans l'Etat requis; cet agent enverra directement les commissions rogatoires à l'autorité judiciaire compétente ou à l'autorité indiquée par le gouvernement de l'Etat requis, et recevra directement de cette autorité les pièces constituant l'exécution des commissions rogatoires.

Dans les cas 1 et 3, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis.

A défaut d'entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requérante, sous réserve que l'Etat requis aura le droit d'en demander une traduction faite dans sa propre langue et certifiée conforme par l'autorité requérante.

Chaque Partie à la présente Convention fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties à la Convention, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de ladite Partie.

Jusqu'au moment où un Etat fera une telle communication, la procédure en vigueur en fait de commissions rogatoires sera maintenue.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement d'aucun droit ou frais autres que les frais d'expertise.

Rien dans le présent article ne devra être interprété comme constituant de la part des Parties à la présente Convention un engagement d'admettre une dérogation à leurs lois en ce qui concerne la procédure et les méthodes employées pour établir la preuve en matière répressive.

Article 14

Chacune des Parties à la présente Convention doit créer ou maintenir un service chargé de coordonner et de centraliser les résultats des recherches relatives aux infractions visées par la présente Convention.

Ces services devront réunir tous les renseignements qui pourraient aider à prévenir et à réprimer les infractions visées par la présente Convention et devront se tenir en contact étroit avec les services correspondants des autres Etats.

Article 15

Dans la mesure où le permet la législation nationale et où elles le jugeront utile, les autorités chargées des services mentionnés à l'article 14 donneront aux autorités chargées des services correspondants dans les autres Etats les renseignements suivants:

1. — Des précisions concernant toute infraction ou tentative d'infraction visée par la présente Convention;

2. — Des précisions concernant les recherches, poursuites, arrestations, condamnations, refus d'admission ou expulsions de personnes coupables de l'une quelconque des infractions visées par la présente Convention ainsi que les déplacements de ces personnes et tous autres renseignements utiles à leur sujet.

Les renseignements à fournir comprendront notamment le signalement des délinquants, leurs empreintes digitales et leur photographie, des indications sur leurs procédés habituels, les procès-verbaux de police et les casiers judiciaires.

Article 16

Les Parties à la présente Convention conviennent de prendre ou d'encourager, par l'intermédiaire de leurs services sociaux, économiques, d'enseignement, d'hygiène et autres services connexes, qu'ils soient publics ou privés, les mesures propres à prévenir la prostitution et à assurer la rééducation et le reclassement des victimes de la prostitution et des infractions visées par la présente Convention.

Article 17

Les Parties à la présente Convention conviennent, en ce qui concerne l'immigration et l'émigration, de prendre ou de maintenir en vigueur, dans les limites de leurs obligations définies par la présente Convention, les mesures destinées à combattre la traite des personnes de l'un ou de l'autre sexe aux fins de prostitution.

Elles s'engagent notamment:

1. — A promulguer les règlements nécessaires pour la protection des immigrants ou émigrants, en particulier des femmes et des enfants, tant aux lieux d'arrivée et de départ qu'en cours de route;

2. — A prendre des dispositions pour organiser une propagande appropriée qui mette le public en garde contre les dangers de cette traite;

3. — A prendre les mesures appropriées pour qu'une surveillance soit exercée dans les gares, les aéroports, les ports maritimes, en cours de voyage et dans les lieux publics, en vue d'empêcher la traite internationale des êtres humains aux fins de prostitution;

4. — A prendre les mesures appropriées pour que les autorités compétentes soient prévenues de l'arrivée de personnes qui paraissent manifestement coupables, complices ou victimes de cette traite.

Article 18

Les Parties à la présente Convention s'engagent à faire recueillir, conformément aux conditions stipulées par leur législation nationale, les déclarations des personnes de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et leur état civil et de rechercher qui les a décidées à quitter leur Etat. Ces renseignements seront communiqués aux autorités de l'Etat d'origine desdites personnes en vue de leur rapatriement éventuel.

Article 19.

Les Parties à la présente Convention s'engagent, conformément aux conditions stipulées par leur législation nationale et sans préjudice des poursuites ou de toute autre action intentée pour des infractions à ses dispositions et autant que faire se peut:

1. — A prendre les mesures appropriées pour pourvoir aux besoins et assurer l'entretien, à titre provisoire, des victimes de la traite internationale aux fins de prostitution, lorsqu'elles sont dépourvues de ressources en attendant que soient prises toutes les dispositions en vue de leur repatriement;

2. — A rapatrier celles des personnes visées à l'article 18 qui le désireraient ou qui seraient réclamées par des personnes ayant autorité sur elles et celles dont l'expulsion est décrétée conformément à la loi. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l'identité et la nationalité avec l'Etat de destination, ainsi que sur le lieu et la date de l'arrivée aux frontières. Chacune des Parties à la présente Convention facilitera le transit des personnes en question sur son territoire.

Au cas où les personnes visées à l'alinéa précédent ne pourraient rembourser elles mêmes les frais de leur rapatriement et où elles n'auraient ni conjoint, ni parent, ni tuteur qui payerait pour elles, les frais de rapatriement seront à la charge de l'Etat où elles se trouvent jusqu'à la frontière, au port d'embarquement, ou à l'aéroport le plus proche dans la direction de l'Etat d'origine, et, au-delà, à la charge de l'Etat d'origine.

Article 20.

Les Parties à la présente Convention s'engagent, si elles ne l'ont déjà fait, à prendre les mesures nécessaires pour exercer une surveillance sur les bureaux ou agences de placement, en vue d'éviter que les personnes qui cherchent un emploi, particulièrement les femmes et les enfants, ne soient exposées au danger de la prostitution.

Article 21.

Les Parties à la présente Convention communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies leurs lois et règlements en vigueur et, annuellement par la suite, tous nouveaux textes de lois ou règlements relatifs à l'objet de la présente Convention, ainsi que toutes mesures qu'elles auront prises pour l'application de la Convention. Les renseignements reçus seront publiés périodiquement par le Secrétaire général et adressés à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres auxquels la présente Convention aura été officiellement communiquée, conformément aux dispositions de l'article 23.

Article 22.

S'il s'élève entre les Parties à la présente Convention un différend quelconque relatif à son interprétation ou à son application, et si ce différend ne peut être réglé par d'autres moyens, il sera, à la demande de l'une quelconque des Parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice.

Article 23.

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat auquel le Conseil économique et social aura adressé une invitation à cet effet.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Les Etats mentionnés au paragraphe premier qui n'ont pas signé la Convention pourront y adhérer.

L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Aux fins de la présente Convention, le mot « Etat » désignera également toutes les colonies et territoires sous tutelle dépendant de l'Etat qui signe ou ratifie la Convention, ou y adhère, ainsi que tous les territoires que cet Etat représente sur le plan international.

Article 24.

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

Pour chacun des Etats qui ratifieront ou adhéreront après le dépôt du deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, elle entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Pour chacun des Etats qui ratifieront ou adhéreront après le dépôt du deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, elle entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 25.

A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie à la Convention peut la dénoncer par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

La dénonciation prendra effet pour la Partie intéressée un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres mentionnés à l'article 23:

a) Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application de l'article 23;

b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur en application de l'article 24;

c) Les dénonciations recues en application de l'article 25.

Article 27.

Chaque Partie à la présente Convention s'engage à prendre, conformément à sa Constitution, les mesures législatives ou autres, nécessaires pour assurer l'application de la Convention.

Article 28

Les dispositions de la présente Convention annulent et remplacent, entre les Parties, les dispositions des instruments internationaux mentionnés aux alinéas 1, 2, 3 et 4 du deuxième paragraphe du Préambule; chacun de ces instruments sera considéré comme ayant cessé d'être en vigueur quand toutes les Parties à cet instrument seront devenues Parties à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à Lake Success, New-York le vingt et un mars mil neuf cent cinquante, et dont une copie certifiée conforme sera envoyée par le Secrétaire général à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres visés par l'article 23.

PROTOCOLE DE CLOTURE

Aucune des dispositions de la présente Convention ne devra être considérée comme portant atteinte à toute législation prévoyant, pour l'application des dispositions tendant à la suppression de la traite internationale des êtres humains et de l'exploitation d'autrui aux fins de prostitution, des conditions plus rigoureuses que celles prévues par la présente Convention.

Les dispositions des articles 23 à 26 inclus de la Convention seront applicables au présente Protocole.

Pour l'Afganistan:

Pour l'Argentine:

Pour l'Australie:

Pour le Royaume de Belgique:

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:

Pour l'Union Birmane:

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Pour le Canada:

Pour le Chili:

Pour la Chine:

Pour la Colombie:

Pour Costa-Rica:

Pour Cuba:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour le Danemark:

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Equateur:

HOMERO VITERI L.
March 24, 1950

Pour l'Egypte:

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopie:

Pour la France:

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:

Pour Haiti:

Pour le Honduras:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:

M. GOPALA MENON
May 9, 1950

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour Israël:

Pour le Liban:

Pour le Libéria:
R. BRIGHT
March 21, 1950

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
Ad referendum
JOSEPH BECH
9 Oct. 1950

Pour le Mexique:

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour le Nicaragua:

Pour le Royaume de Norvège:

Pour le Pakistan:
ZAFRULLA KHAN
March 21st 1950

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour la République des Philippines:

Pour la Pologne:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour la Suède:

Pour la Syrie:

Pour la Thaïlande:

Pour la Turquie:

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

Pour l'Union Sud-Africaine:
G. P. JOOSTE
October 16, 1950

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Uruguay:

Pour le Venezuela:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 23 novembre 1966, n. **1174**.

Approvazione ed esecuzione del Protocollo speciale relativo alle Convenzioni internazionali del 25 febbraio 1961, concernenti il trasporto per ferrovia di viaggiatori e bagagli (C.I.V.) e di merci (C.I.M.), firmato a Berna il 29 aprile 1964.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato il Protocollo speciale relativo alle Convenzioni internazionali del 25 febbraio 1961 concernenti il trasporto per ferrovia di viaggiatori e di bagagli (C.I.V.) e di merci (C.I.M.), firmato a Berna il 29 aprile 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore come prevista dal Protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 novembre 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — SCALFARO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Protocole établi par la Conférence diplomatique réunie en vue de la mise en vigueur des Conventions internationales du 25 février 1961 concernant le transport par chemins de fer des marchandises (CIM) et des voyageurs et des bagages (CIV).

A l'occasion de la réunion à Berne, les 27, 28 et 29 avril 1964, de la Conférence diplomatique en vue de la mise en vigueur des Conventions internationales du 25 février 1961 concernant le transport par chemins de fer des marchandises (CIM) et des voyageurs et des bagages (CIV), signées à Berne le 25 février 1961 et conclues entre

l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Liban le Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie et la Yougoslavie,

et à la suite de l'invitation adréssée par le Conseil fédéral suisse aux Hautes Parties contractantes,

les Plénipotentiaires soussignés, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

considérant qu'en dépit de la politique d'économies suivie par l'Office central, les taux maximums repris dans l'Annexe V à la CIM et dans l'Annexe II à la CIV pour calculer les parts contributives des Etats aux dé-

penses de l'Office central ne suffisent pas, en raison de la progression continue des prix, à couvrir les frais nécessaires d'administration de l'Office central,

il est décidé

d'octroyer une contribution complémentaire annuelle ne pouvant pas dépasser, pour chaque Etat, franc or 0,45 par kilomètre, tant pour la CIM que pour la CIV,

d'autoriser le Comité administratif à fixer, pour la première fois en 1965, lors de l'approbation du compte annuel afférent à l'exercice 1964, les parts contributives des Etats contractants dans le cadre des plafonds kilométriques résultant des Conventions CIM et CIV du 25 février 1961 et du présent Protocole.

Le présent Protocole demeure ouvert à la signature jusqu'au 1er novembre 1964.

Les dispositions du chapitre I du Protocole additionnel aux Conventions internationales concernant le transport par chemins de fer des marchandises (CIM) et des voyageurs et des bagages (CIV) du 25 février 1961 sont valables par analogie en ce qui concerne l'application et la notification officielle du présent Protocole.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont dressé et signé le présent Protocole.

Fait à Berne, le vingt-neuf avril mil neuf cent soixantequatre, en un seul exemplaire, qui restera deposé dans les Archives de la Confédération suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Parties.

Pour l'Autriche:
Dr. KREMPLER
(Unter Vorbehalt der Ratifikation)

Pour la Belgique:
C. ALVIN

Pour la Bulgarie:
S. DRAGOMIROV NIKOLOV

Pour le Danemark:
TH. JENSEN

Pour l'Espagne:
DE SANTA CRUZ DE INGUANZO

Pour la Finlande:
E. HELANIEMI

Pour la France:
G. DE GIRARD DE CHARBONNIÈRE

Pour la Grèce:
S. VASSILICOS

Pour la Hongrie:
D. KUZSEL

Pour l'Italie:
GIUSEPPE SANTONI-RUGIU
(Sous réserve de ratification)

Pour le Liban:

Pour le Liechtenstein:
A. HILBE

Pour le Luxembourg:
A. CLEMANG
(Sous réserve de ratification)

Pour la Norvège:
DAG BRYN

Pour les Pays-Bas:

Pour la Pologne:
STEFAN BATKOWSKI

Pour le Portugal:
MARIO DIAS TRIGO

Pour la Roumanie:
W. DUMITRESCU

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
A. H. KENT
(Sous réserve de ratification)

Pour la Suède:
C. NORDSTRÖM

Pour la Suisse:
A. SCHALLER

Pour la Tchécoslovaquie:
Dr. J. REZABEK

Pour la Turquie:
S. BAYDUR

Pour la Yougoslavie:
MARA RADIC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 dicembre 1966, n. **1175.**

Applicazione dell'art. 3 della legge 15 settembre 1964, n. 755, per la proroga della sospensione della regolamentazione della vendita a rate degli autoveicoli, degli elettrodomestici e degli apparecchi televisivi e radioriceventi.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 3 della legge 15 settembre 1964, n. 755, sulla regolamentazione della vendita a rate;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 31 ottobre 1965, n. 1290, registrato alla Corte dei conti il 23 novembre 1965, registro n. 198, foglio n. 63, sulla sospensione della regolamentazione della vendita a rate per gli autoveicoli, i motoveicoli di cilindrata superiore ai 200 c.c., gli elettrodomestici e gli apparecchi radioriceventi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 gennaio 1966, n. 85, registrato alla Corte dei conti l'11 marzo 1966, registro n. 202, foglio n. 17, sulla sospensione della regolamentazione della vendita a rate dei motoveicoli di cilindrata non superiore ai 200 c.c. e degli apparecchi televisivi;

Visto l'art. 76 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio, di concerto con i Ministri per il tesoro e per il bilancio;

Decreta:

Articolo unico.

E' prorogata fino al 30 settembre 1967 la esclusione della applicabilità della disciplina, di cui alla legge 15 settembre 1964, n. 755, rispettivamente disposta per gli

autoveicoli, i motoveicoli di cilindrata superiore ai 200 c.c., gli elettrodomestici e gli apparecchi radioriceventi con decreto presidenziale 31 ottobre 1965, n. 1290 e per gli apparecchi televisivi e i motoveicoli di cilindrata non superiore ai 200 c.c. con decreto presidenziale 25 gennaio 1966, n. 85.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 dicembre 1966

SARAGAT

MORO — ANDREOTTI — COLOMBO — PIERACCINI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 gennaio 1967
Atti del Governo, registro n. 208, foglio n. 92. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 26 luglio 1966.

Valutazione, ai fini degli assegni familiari, della mensa aziendale e dei generi in natura corrisposti a titolo o in sostituzione della mensa ai lavoratori della provincia di Forlì.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 29 del testo unico delle norme concernenti gli assegni familiari, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 1955, n. 797, sulla determinazione degli elementi della retribuzione da considerare ai fini del calcolo dei contributi per assegni familiari;

Sentito il Comitato speciale per gli assegni familiari.

Decreta:

Art. 1.

Ai fini del versamento dei contributi per gli assegni familiari la valutazione in contanti della mensa aziendale e dei generi in natura corrisposti a titolo o in sostituzione della mensa ai lavoratori della provincia di Forlì è determinata come segue:

aziende industriali, artigiane e commerciali L. 30 giornaliere.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 26 luglio 1966

p. *Il Ministro*: DI NARDO

(10750)

DECRETO MINISTERIALE 26 luglio 1966.

Determinazione del periodo medio di occupazione e del salario medio ai fini degli assegni familiari per i soci del gruppo autotrasportatori di Savignano (Forlì).

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 35 del testo unico delle norme sugli assegni familiari, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 1955, n. 797, relativo alla determinazione dei periodi di occupazione media mensile e del salario medio per particolari categorie di lavoratori;

Visti gli accordi stipulati con l'intervento delle Organizzazioni sindacali interessate;

Sentito il Comitato speciale per gli assegni familiari;

Decreta:

Art. 1.

Ai fini dell'applicazione delle norme sugli assegni familiari il periodo medio di occupazione mensile ed il salario medio per soci del Gruppo autotrasportatori di Savignano (Forlì), sono determinati con decorrenza dal 1° luglio 1964 come segue:

salario medio giornaliero L. 1.100;
periodo medio mensile 18 giornate.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 26 luglio 1966

p. *Il Ministro*: DI NARDO

(10751)

DECRETO MINISTERIALE 1° agosto 1966.

Sostituzione di un membro del Comitato geologico.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Vista la legge 3 gennaio 1960, n. 15, concernente il completamento e l'aggiornamento della Carta geologica d'Italia;

Visto il decreto ministeriale 25 maggio 1964, registrato alla Corte dei conti il 16 giugno 1964, registro n. 12, foglio n. 363, con il quale è stato ricostituito il Comitato geologico previsto dall'art. 3 della legge 3 gennaio 1960, n. 15, sopra citata;

Visto il decreto ministeriale 21 aprile 1966, registrato alla Corte dei conti il 7 luglio 1966, registro n. 493, foglio n. 150, con il quale il prof. Raffaello Nuccorini capo del Servizio chimico è stato collocato a riposo a decorrere dal 1° agosto 1966;

Ritenuta la necessità di chiamare a far parte del Comitato geologico, in qualità di membro, il nuovo capo del Servizio chimico dott. Osvaldo Amatucci, ai sensi della lettera *f*) dell'art. 3 della legge 3 gennaio 1960, n. 15;

Decreta:

A decorrere dal 1° agosto 1966 il dott. Osvaldo Amatucci, capo del Servizio chimico, è nominato membro del Comitato geologico, in sostituzione del prof. Raffaello Nuccorini collocato a riposo.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° agosto 1966

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 novembre 1966
Registro n. 16 Industria e commercio, foglio n. 279

(10919)

DECRETO MINISTERIALE 31 agosto 1966.
Consolidamento dell'abitato di Stignano (Reggio Calabria).

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 26 novembre 1955, n. 1177;
Ritenuta la necessità di provvedere al consolidamento dell'abitato di Stignano, in provincia di Reggio Calabria, minacciato da movimento franoso;
Sentito il parere del Comitato tecnico-amministrativo presso il Provveditorato regionale alle opere pubbliche con sede in Catanzaro, espresso con voto n. 926, emesso nell'adunanza del 22 dicembre 1965;

Decreta:

L'abitato di Stignano è da consolidare a cura e spese dello Stato, ai termini della succitata legge 26 novembre 1955, n. 1177, art. 8.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 agosto 1966

Il Ministro per i lavori pubblici
MANCINI

Il Ministro per il tesoro
COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 ottobre 1966
Registro n. 21 Lavori pubblici, foglio n. 152

(10669)

DECRETO MINISTERIALE 12 novembre 1966.
Estensione del riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo al comune di Falconara Marittima.

IL MINISTRO PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la delibera del Consiglio di amministrazione dell'Ente provinciale per il turismo di Ancona n. 48 del 9 ottobre 1964, con la quale è stata proposta l'estensione del riconoscimento del carattere di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Falconara Marittima, con esclusione della zona compresa tra i confini: lato Senigallia di via Monti e Tognetti, ferrovia Ancona-Bologna, argine destro del fiume Esino;
Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;
Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Art. 1.

A tutto il territorio del comune di Falconara Marittima è esteso il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo, con esclusione della zona compresa tra i confini: lato Senigallia di via Monti e Tognetti, ferrovia Ancona-Bologna, argine destro del fiume Esino.

Art. 2.

Per il conseguimento delle finalità turistiche di tutto il territorio del comune di Falconara Marittima, con esclusione della zona delimitata nell'art. 1, rimane confermata la sede dell'Azienda autonoma di soggiorno e turismo in Falconara Marittima.

Il prefetto di Ancona è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 12 novembre 1966

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
CORONA

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
PRETI

(10875)

DECRETO MINISTERIALE 16 dicembre 1966.
Sostituzione del presidente della Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per il Molise.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto legislativo 23 maggio 1964, n. 655, recante norme per la disciplina delle assegnazioni degli alloggi economici e popolari costruiti a totale carico dello Stato, o con il suo concorso o contributo;
Visto il decreto ministeriale n. 3017 in data 13 maggio 1966, con il quale ai sensi degli articoli 19 e 20 del citato decreto legislativo, è stata costituita presso il Provveditorato alle opere pubbliche di Campobasso la Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per il Molise e ne è stato nominato presidente il dott. Vincenzo Pizzuti, presidente di sezione della Corte di appello di Napoli;
Considerato che, a seguito delle dimissioni presentate dal predetto dott. Pizzuti, occorre provvedere alla sua sostituzione nell'incarico di presidente della prefata Commissione regionale di vigilanza;
Vista la lettera n. 1570 del 3 novembre 1966, con la quale il presidente della Corte di appello di Napoli ha proceduto alla designazione del nuovo presidente della Commissione regionale in parola nella persona del dottor Stefano Virgilio Colicchi, presidente di sezione della Corte stessa;
Ritenuto di dover procedere alla suindicata nomina;

Decreta:

Il presidente di sezione della Corte di appello di Napoli, dott. Stefano Virgilio Colicchi, designato dal presidente della Corte stessa, è nominato presidente della Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per il Molise, in sostituzione del dott. Vincenzo Pizzuti.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 dicembre 1966

Il Ministro: MANCINI

(10747)

DECRETO MINISTERIALE 22 dicembre 1966.

Sostituzione di un membro della Commissione regionale di vigilanza per il Piemonte per l'edilizia economica e popolare.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 maggio 1964, n. 655, recante norme per la disciplina delle assegnazioni degli alloggi economici e popolari costruiti a totale carico dello Stato o con il suo concorso o contributo;

Visto il decreto ministeriale n. 6034 in data 20 novembre 1966, con il quale ai sensi degli articoli 19 e 20 del citato decreto, è stata costituita presso il Provveditorato alle opere pubbliche per il Piemonte la Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare;

Visto il decreto ministeriale n. 1287 in data 22 marzo 1966, con il quale venne richiamato a far parte della predetta Commissione regionale il vice prefetto dott. Giuseppe Verde, in sostituzione del dott. Cesare Roddi;

Vista la lettera n. 99 in data 11 ottobre 1966, con la quale il provveditore alle opere pubbliche del Piemonte ha comunicato che il prefetto di Torino ha designato quale membro della citata Commissione regionale, in rappresentanza della Prefettura, il vice prefetto dott. Armando Sartirana, in sostituzione del dott. Giuseppe Verde, trasferito ad altra sede;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione di cui sopra;

Decreta:

Il vice prefetto dott. Armando Sartirana, rappresentante della Prefettura, designato dal prefetto di Torino, è nominato membro della Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per il Piemonte, in sostituzione del dott. Giuseppe Verde, trasferito ad altra sede.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 dicembre 1966

Il Ministro: MANCINI

(10862)

DECRETO MINISTERIALE 22 dicembre 1966.

Sostituzione del presidente della Commissione regionale di vigilanza per la Toscana per l'edilizia economica e popolare.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 maggio 1964, n. 655, recante norme per la disciplina delle assegnazioni degli alloggi economici e popolari costruiti a totale carico dello Stato o con il suo concorso o contributo;

Visto il decreto ministeriale n. 7028 in data 20 novembre 1965, con il quale ai sensi degli articoli 19 e 20 del citato decreto, è stata costituita presso il Provveditorato alle opere pubbliche di Firenze la Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per la Toscana e ne è stato nominato presidente il dott. Emiddio Del Giudice, presidente di sezione della Corte di appello di Firenze;

Considerato che, a seguito della nomina del predetto dott. Del Giudice a procuratore generale della Corte di Brescia, occorre provvedere alla sua sostituzione nell'incarico di presidente della prefata Commissione regionale di vigilanza;

Vista la lettera n. 26291 del 27 settembre 1966, con la quale il provveditore alle opere pubbliche di Firenze ha comunicato che il presidente della Corte di appello di Firenze ha proceduto alla designazione del nuovo presidente della Commissione regionale in parola nella persona del dott. Mario Cascella, presidente di sezione della Corte stessa;

Ritenuto di dover procedere alla suindicata nomina;

Decreta:

Il presidente di sezione della Corte di appello di Firenze, dott. Mario Cascella, designato dal presidente della Corte stessa, è nominato presidente della Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per la Toscana, in sostituzione del dottor Emiddio Del Giudice.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 dicembre 1966

Il Ministro: MANCINI

(10861)

DECRETO MINISTERIALE 2 gennaio 1967.

Caratteristiche dei buoni ordinari del Tesoro al portatore per l'anno finanziario 1967.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto ministeriale n. 7700 in data 31 dicembre 1966, in corso di registrazione, con il quale è stata autorizzata, per il periodo dal 1° gennaio 1967 al 30 aprile 1967, l'emissione di buoni ordinari del Tesoro al portatore con scadenza a dodici mesi;

Visto l'art. 11 del decreto stesso con il quale si fa riserva di determinare, con decreto a parte, le caratteristiche dei buoni di cui sopra;

Decreta:

Art. 1.

I buoni ordinari del Tesoro al portatore per l'anno finanziario 1967, nei tagli da lire 100.000 - 500.000 - 1.000.000 - 5.000.000 - 10.000.000 - 50.000.000 - 100.000.000 - 500.000.000 - 1.000.000.000, distinti in serie corrispondenti alle lettere alfabetiche F - G - H - L - M - N - O - P - Q, sono stampati su carta filigranata, a modello unico, constano di sei parti distinte e contigue. A cominciare da sinistra, si susseguono la matrice-tagliando di estinzione, la contromatrice, la prima souche, il corpo del titolo, la seconda souche, la cedola interessi.

La carta, filigranata in chiaro e scuro e a fondo azzurro, presenta il valore numerico relativo a ogni taglio, la dizione « MINISTERO DEL TESORO » e le caratteristiche ornamentali consistenti in una treccia incorniciata che corre lungo il perimetro interno del corpo del titolo, nella testa cinta di lauro dell'Italia turrita entro una sagoma rettangolare smussata agli angoli, e in tralci di acanto stilizzato che riempiono gli spazi vuoti intorno alla dizione in alto e ai due lati della testa in basso.

La estetica del modello è affidata, oltre che alla varietà dei caratteri e alla loro giustapposizione, ad una cornice composita di elementi bianco linea e di « cani correnti » per il corpo del titolo, ad una cornicetta a motivi bianco linea ripetuti sui tre lati esterni della cedola interessi, ad un fondino minuto - ottenuto combinando insieme la sagoma di una tabellina contenente la leggenda « BUONO TESORO » con quella di uno stemma - il quale campeggia nella matrice, nella contromatrice, negli spazi delle souches, nel corpo del titolo e nella cedola interessi; nel corpo del titolo si completa con una cornice di formelle in linea nera e si arricchisce, nella parte alta, di un nastro ondulato avente le estremità ripiegate e tinteggiate da linee sottili a larga ondulazione che reca la dizione « MINISTERO DEL TESORO », nella parte bassa di una ornamentazione a foglie di lauro e di quercia addossata allo spazio ovale dal quale traluce la filigrana, e dello stemma dello Stato al sommo di questo spazio.

La matrice presenta in basso uno spazio rettangolare a tratteggio ondulato per il bollo di estinzione della Tesoreria, il corpo del titolo due spazi circolari anche essi a tratteggio ondulato destinati a ricevere, quello di sinistra, la impronta a secco dello stemma della Repubblica con la leggenda circolare « REPUBBLICA ITALIANA » compresi entro una cornicetta, quello di destra il timbro dell'Ufficio emittente.

Anche la cedola interessi, in alto a sinistra, porta un uguale spazio per la impronta del bollo a secco.

A cominciare dalla matrice, questi sono i testi di ciascuna delle sei parti delle quali si compone il modello:

1) MATRICE TAGLIANDO DI ESTINZIONE - BUONO ORDINARIO DEL TESORO AL PORTATORE - ESERCIZIO 1967 - SERIE (segue la serie) - N. (segue il numero) - SCADENZA - LIRE (segue il valore in lettere);

2) CONTROMATRICE - BUONO ORDINARIO DEL TESORO AL PORTATORE - LIRE (segue il valore in lettere) - ESERCIZIO 1967 - Durata mesi... - Pag.le dalla Tes. di... - Scadenza... - Quietanza N.... - Interessi...% L.... - Valuta... - Emesso a... lì... - N. (segue il numero) - SERIE (segue la serie);

3) DIREZIONE GENERALE DEL TESORO;

4) REPUBBLICA ITALIANA - ESERCIZIO 1967 - BUONO ORDINARIO DEL TESORO AL PORTATORE - CAPITALE LIRE (segue il capitale in lettere) - SERIE (segue la serie) - N. (segue il numero) - A... mesi dal giorno del versamento la Tesoreria dello Stato di... pagherà la somma di lire (seguono il valore numerico e quello in lettere tra parentesi) al portatore di questo buono il giorno... - IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO Gaetano Stammati - Interessi ...% L.... - Valuta... - Emesso a... lì... - N. (segue il numero) - IL TESORIERE CENTRALE O IL CASSIERE SEZIONE DI TESORERIA - IL CONTROLLORE TESORERIA CENTRALE O CAPO SEZIONE TESORERIA - SERIE (segue la serie);

5) DIREZIONE GENERALE DEL TESORO;

6) CEDOLA INTERESSI - BUONO ORDINARIO DEL TESORO AL PORTATORE - CAPITALE LIRE (segue il valore in lettere) - ESERCIZIO 1967 - Durata mesi... Pag.le dalla Tes. di... - Scadenza... - Quietanza N.... - N. (segue il numero) - SERIE (segue la serie) - Interessi...% L.... - Valuta... - Emesso a... lì... - IL TESORIERE CENTRALE O IL CASSIERE SEZIONE DI TESORERIA.

La stampa è realizzata con le tre tecniche calcografica, litografica e tipografica. Calcografica per le cornici, i fondi, i testi e la dizione: « TIMBRO DELL'UFFICIO EMITTENTE ». Litografica per il millesimo « 1967 » sotto la testata del corpo del titolo, a caratteri grandi chiaroscurati e bicolori con terzo colore di sovrapposizione. Tipografica per la numerazione.

Colori per la stampa calcografica:

L. 100.000	bleu acciaio
L. 500.000	viola
L. 1.000.000	bruno rosso
L. 5.000.000	verde nero
L. 10.000.000	grigio perla
L. 50.000.000	bleu oltremare
L. 100.000.000	rosso carminio
L. 500.000.000	viola malva
L. 1.000.000.000	verde smeraldo

Colori per la stampa litografica: rosso e bleu.

Colore per la stampa tipografica: nero.

Art. 2.

I modelli dei buoni ordinari del Tesoro al portatore delle serie di cui all'articolo che precede, muniti del visto di approvazione, sono allegati al presente decreto e ne formano parte integrante.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti.

Roma, addì 2 gennaio 1967

Il Ministro: COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *gennaio* 1967
Registro n. 1 *Tesoro, foglio n.* 70

(146)

DECRETO PREFETTIZIO 18 dicembre 1966.

Nomina di un componente del Consiglio provinciale di sanità di Taranto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TARANTO

Visto il proprio decreto n. 8270 Gabinetto 15-5 del 1° ottobre 1964, con il quale venne ricostituito per il triennio 1964-1967 il Consiglio provinciale di sanità;

Considerato che il prof. Giuseppe Conte, al termine della gestione commissariale, è stato nominato, con verbale n. 466 in data 22 novembre 1966, del Consiglio di amministrazione, presidente dell'Ospedale civile « SS. Annunziata » di questo capoluogo;

Ritenuta pertanto la necessità di provvedere alla conseguente nomina del prof. Conte in seno al Consesso;

Decreta:

Il prof. Giuseppe Conte, presidente del locale Ospedale civile « SS. Annunziata » è nominato componente del Consiglio provinciale di sanità per il triennio 1964-1967.

L'Ufficio del medico provinciale di Taranto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Taranto, addì 18 dicembre 1966

p. *Il prefetto*: COSTANTINO

(10755)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Politica economica e finanziaria » presso la Facoltà di economia e commercio della Università di Genova.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di economia e commercio dell'Università di Genova, è vacante la cattedra di « Politica economica e finanziaria » alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo, dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(105)

Diffida per smarrimento di diplomi originali di laurea

La dottoressa Agrippina Ricceri, nata a Mineo (Catania) il 24 novembre 1935, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in Lettere conseguito presso l'Università di Catania il 26 giugno 1961.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università di Catania.

La dottoressa Domenica Raso, nata a Palermo il 30 novembre 1928, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in Lettere conseguito presso l'Università di Palermo il 4 marzo 1960.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università di Palermo.

(10589)

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 24 ottobre 1966, registrato alla Corte dei conti il 26 novembre 1966, registro n. 101 Pubblica istruzione, foglio n. 120, sono stati respinti i ricorsi al Governo della Repubblica proposti dal sindaco del comune di Bormio e dai signori Clementi Giulia in Fava ed altri avverso il decreto ministeriale 21 giugno 1963, con il quale è stato imposto il vincolo di notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ad una zona panoramica sita nel comune di Bormio (Sondrio).

(10529)

Con decreto del Presidente della Repubblica 24 ottobre 1966, registrato alla Corte dei conti il 22 novembre 1966, registro n. 99, foglio n. 178, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, proposto dalla signora Capraro ved. Carmela nata Calabrese, avverso l'esito del concorso per un posto di bidella supplente presso la Scuola media di Amendolara (Cosenza).

(10754)

MINISTERO DELLA DIFESA

Trasferimento dal Demanio pubblico, ramo Difesa-Esercito, al patrimonio dello Stato, dell'area di sedime facente parte del campo di tiro a segno sito in comune di Montegiorgio (Ascoli Piceno).

Con decreto interministeriale n. 346 del 15 febbraio 1966, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico, ramo Difesa-Esercito, al patrimonio dello Stato, dell'area di sedime facente parte del campo di tiro di Montegiorgio (Ascoli Piceno) riportato nel catasto del predetto Comune al foglio n. 32, particella n. 10 (parte) della superficie di mq. 62.

(10769)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Augusta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Augusta (Siracusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 238.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10942)

Autorizzazione al comune di Noto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Noto (Siracusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 254.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10943)

Autorizzazione al comune di Lentini ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Lentini (Siracusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 284.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10944)

Autorizzazione al comune di Vittoria ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Vittoria (Ragusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 387.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10945)

Autorizzazione al comune di Avola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Avola (Siracusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 153.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10946)

Autorizzazione al comune di Modica ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Modica (Ragusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 351.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10947)

Autorizzazione al comune di Pachino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Pachino (Siracusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 72.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10948)

Autorizzazione al comune di Paternò ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Paternò (Catania), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 231.600.000, per la copertura del disavanzo economico di bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10949)

Autorizzazione al comune di Scicli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Scicli (Ragusa), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 219.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10939)

Autorizzazione al comune di Caltagirone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 22 dicembre 1966, il comune di Caltagirone (Catania), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 575.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 15.

(10940)

Autorizzazione al comune di Biancavilla ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Biancavilla (Catania), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 61.750.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10941)

Autorizzazione al comune di Cassaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Cassaro (Siracusa) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.590.016, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(53)

Autorizzazione al comune di Salemi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Salemi (Trapani) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 326.359.779, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(52)

Autorizzazione al comune di Biancavilla ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di Biancavilla (Catania), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 77.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 15.

(10950)

Autorizzazione al comune di Campobello di Mazara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Campobello di Mazara (Trapani) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 194.253.905, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(55)

Autorizzazione al comune di San Cataldo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 23 dicembre 1966, il comune di San Cataldo (Caltanissetta), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 164.100.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10951)

Autorizzazione al comune di Ilbono ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Ilbono (Nuoro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(56)

Autorizzazione al comune di Partanna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Partanna (Trapani) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 144.689.058, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(57)

Autorizzazione al comune di Aielli ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Aielli (L'Aquila) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 1.557.094, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(54)

Autorizzazione al comune di Poggio Moiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 29 dicembre 1966, il comune di Poggio Moiano (Rieti), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.107.315, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10937)

Autorizzazione al comune di Genga ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 29 dicembre 1966, il comune di Genga (Ancona), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 43.290.968, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10938)

Autorizzazione al comune di Boscotrecase ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 20 dicembre 1966, il comune di Boscotrecase (Napoli), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 88.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10952)

Autorizzazione al comune di Caivano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 20 dicembre 1966, il comune di Caivano (Napoli), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 50.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10953)

Autorizzazione al comune di Campli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Campli (Teramo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 27.155.406, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(15)

Autorizzazione al comune di Cropani ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Cropani (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.312.942, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(34)

Autorizzazione al comune di Dasà ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Dasà (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.802.877, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(35)

Autorizzazione al comune di Guilmi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Guilmi (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.164.884, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(36)

Autorizzazione al comune di Guglionesi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Guglionesi (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 26.011.920, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(37)

Autorizzazione al comune di Mafalda ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Mafalda (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.592.728, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(38)

Autorizzazione al comune di San Giuliano di Puglia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di San Giuliano di Puglia (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.609.820, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(39)

Autorizzazione al comune di Termoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Termoli (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 62.685.681, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(40)

Autorizzazione al comune di Albi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Albi (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.314.838, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(41)

Autorizzazione al comune di Cirò ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Cirò (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 22.933.841, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(42)

Autorizzazione al comune di Cortale ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Cortale (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.989.235, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(43)

Autorizzazione al comune di Castelpizzuto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Castelpizzuto (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.892.526, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(44)

Autorizzazione al comune di Gioiosa Jonica ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Gioiosa Jonica (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 44.283.813, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(16)

Autorizzazione al comune di Bova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Bova (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 60.264.776, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(17)

Autorizzazione al comune di Benestare ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Benestare (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 23.510.481, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(18)

Autorizzazione al comune di Pomarico ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Pomarico (Matera) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 32.089.210, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(19)

Autorizzazione al comune di Casarano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Casarano (Lecce) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 77.959.835, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(20)

Autorizzazione al comune di Capistrello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Capistrello (L'Aquila) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.592.280, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(21)

Autorizzazione al comune di Pietra Montecorvino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Pietra Montecorvino (Foggia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.208.487, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(22)

Autorizzazione al comune di Ascoli Satriano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Ascoli Satriano (Foggia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 65.803.525, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(23)

Autorizzazione al comune di Paludi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Paludi (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.972.830, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(24)

Autorizzazione al comune di Laino Borgo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Laino Borgo (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.802.980, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(25)

Autorizzazione al comune di Fuscaldo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Fuscaldo (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 68.243.330, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(26)

Autorizzazione al comune di Belsito ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Belsito (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.070.365, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(31)

Autorizzazione al comune di Tornareccio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Tornareccio (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.384.887, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(32)

Autorizzazione al comune di Perano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Perano (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.694.158, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(33)

Autorizzazione al comune di Fiumefreddo Bruzio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Fiumefreddo Bruzio (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 24.894.465, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(27)

Autorizzazione al comune di Figline Vegliaturo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Figline Vegliaturo (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.933.695, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(28)

Autorizzazione al comune di Canna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Canna (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.493.141, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(30)

Autorizzazione al comune di Falconara Albanese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 30 dicembre 1966, il comune di Falconara Albanese (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.251.050, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(29)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 4

Corso dei cambi del 5 gennaio 1967 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,94	625 —	625,02	625 —	624,90	624,97	624,94	625 —	624,97	624,97
$ Can.	576,94	577,40	577,25	577,25	576,80	577,25	577,23	577,25	577,25	577,40
Fr. Sv.	144,32	144,30	144,30	144,31	144,20	144,30	144,30	144,31	144,30	144,25
Kr. D.	90,57	90,59	90,57	90,565	90,45	90,60	90,57	90,565	90,60	90,58
Kr. N.	87,42	87,42	87,38	87,37	87,50	87,43	87,375	87,37	87,43	87,42
Kr. Sv.	120,48	120,79	120,78	120,785	120,70	120,78	120,785	120,785	120,85	120,77
Fol.	172,90	173,01	173,06	173,055	172,95	172,99	173,02	173,055	172,99	173 —
Fr. B.	12,48	12,481	12,4790	12,4875	12,48	12,48	12,482	12,4875	12,48	12,48
Franco francese	126,22	126,22	126,29	126,315	126,20	126,21	126,235	126,315	126,22	126,24
Lst.	1744,06	1743,65	1744 —	1743,95	1743,50	1744,10	1743,65	1743,95	1744,10	1743,80
Dm. occ.	157,10	157,05	157,11	157,09	157 —	157,13	157,08	157,09	157,13	157,10
Scell. Austr.	24,16	24,16	24,16	24,1625	24,10	24,16	24,16	24,1625	24,16	24,16
Escudo Port.	21,74	21,75	21,75	21,75	21,75	21,75	21,745	21,75	21,75	21,75
Peseta Sp.	10,43	10,43	10,44	10,4350	10,43	10,43	10,431	10,4350	10,43	10,43

Media dei titoli del 5 gennaio 1967

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	103,125
Redimibile 3,50 % 1934	99,625
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,425
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,70
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	96,575
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,15
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,975
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,075
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,20
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,25
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100,20
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,05
» 5 % (» 1° aprile 1975)	100,025

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 5 gennaio 1967

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	624,97
1 Dollaro canadese	577,24
1 Franco svizzero	144,305
1 Corona danese	90,567
1 Corona norvegese	87,372
1 Corona svedese	120,785
1 Fiorino olandese	173,037
1 Franco belga	12,485
1 Franco francese	126,275
1 Lira sterlina	1743,80
1 Marco germanico	157,085
1 Scellino austriaco	24,161
1 Escudo Port.	21,747
1 Peseta Sp.	10,433

MINISTERO DEL TESORO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica del 9 settembre 1966, registrato alla Corte dei conti il 6 dicembre 1966, registro n. 28 Tesoro, foglio n. 46, il ricorso straordinario proposto dal sig. Giuseppe Del Sordo avverso le determinazioni del Ministero del tesoro contenute nelle note del 26 agosto 1964, n. 30276/2, e del 15 gennaio 1965, n. 48991/2, con le quali venne negata al sig. Del Sordo l'applicabilità della legge 2 aprile 1958, n. 322, sulla ricongiunzione delle posizioni previdenziali ai fini dell'accertamento del diritto e della determinazione del trattamento di previdenza e di quiescenza, è stato dichiarato inammissibile in riferimento alla determinazione di cui alla nota del 15 gennaio 1965 ed è stato respinto in riferimento alla determinazione di cui alla nota del 26 agosto 1964.

(10967)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Esito di ricorso

Con decreto del Capo dello Stato in data 19 luglio 1966, registrato alla Corte dei conti il 12 dicembre 1966, registro n. 18 foglio n. 175 è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato pervenuto al Ministero competente il 6 settembre 1965, proposto dal sig. Theiner Heinrich contro la decisione del 12 luglio 1965 emessa dalla Commissione regionale Trentino-Alto Adige per la risoluzione dei ricorsi in materia di licenze di commercio, con la quale era stato accolto parzialmente il ricorso proposto da Noggler Maria e Plangger Anton contro il provvedimento del 25 ottobre 1964 con il quale il sindaco di Curon Venosta (Bolzano) aveva accordato allo stesso Theiner Heinrich una licenza per la vendita al minuto di generi misti in Curon Venosta, frazione Curon, civ. n. 3.

(10878)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Cessazione dell'amministrazione straordinaria della Cassa rurale ed artigiana di Montecorvino Rovella, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Montecorvino Rovella (Salerno).

Si dà notizia — ai sensi del secondo comma dell'art. 64 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni — che in data 8 dicembre 1966 è venuta a cessare l'amministrazione straordinaria della Cassa rurale ed artigiana di Montecorvino Rovella, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Montecorvino Rovella (Salerno), che era stata disposta per la durata di un anno con decreto del Ministro per il tesoro in data 13 dicembre 1965 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 24 dicembre 1965, n. 320).

(133)

Cessazione dell'amministrazione straordinaria della Banca Popolare di Terracina, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Terracina (Latina).

Si dà notizia — ai sensi del secondo comma dell'art. 64 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni — che in data 30 settembre 1966, è venuta a cessare l'amministrazione straordinaria della Banca Popolare di Terracina, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Terracina (Latina), che era stata disposta per la durata di un anno con decreto del Ministro per il tesoro in data 24 marzo 1965 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 3 aprile 1965, n. 84) e successivamente prorogata per un periodo di altri sei mesi con decreto del Ministro per il tesoro in data 24 marzo 1966 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 4 aprile 1966, n. 83).

(134)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE FINANZE

Elenco dei candidati dichiarati idonei alle funzioni di collettore delle imposte dirette

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il testo unico delle leggi sui servizi della riscossione delle imposte dirette, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 15 maggio 1963, n. 858;

Visto l'art. 10 dell'anzidetto testo unico, che fissa i requisiti per l'iscrizione nell'Albo nazionale dei collettori delle imposte dirette;

Visto il proprio decreto 18 novembre 1963, n. 415677, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 27 del 1° febbraio 1964, concernente norme per la formazione e la tenuta degli Albi nazionali e per gli esami di idoneità alle funzioni di esattore e collettore delle imposte dirette;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1954, n. 368, concernente norme per la presentazione dei documenti nei concorsi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, recante nuove norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione di firme;

Visto il proprio decreto 12 febbraio 1965, n. 414525, col quale sono stati indetti gli esami per il conseguimento dell'idoneità alle funzioni di collettore delle imposte dirette;

Visti e riconosciuti regolari gli atti espletati dalla Commissione esaminatrice, nominata con decreto ministeriale 6 luglio 1965, n. 406346;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato il seguente elenco dei candidati che hanno conseguito l'idoneità alle funzioni di collettore delle imposte dirette negli esami indetti con decreto ministeriale 12 febbraio 1965, n. 414525:

Cognome e nome	Votazione media prove scritte	Voto prova orale	Votazione complessiva
1. Abbate Gianni Franco	7,300	6,000	13,300
2. Agnani Lucilla in Lepore	7,600	7,600	15,200
3. Aguiari Edgardo	7,500	7,500	15,000
4. Aleotti Luigi	7,250	6,000	13,250
5. Allegri Alfredo	7,900	7,700	15,600
6. Allione Giacomo Vittorio	7,400	7,400	14,800
7. Amadio Lodovico	8,200	6,800	15,000
8. Amendola Bruno	7,350	7,000	14,350
9. Amighini Mario	7,700	6,500	14,200
10. Ammannati Enio	7,500	7,200	14,700
11. Angeleri Domenico	7,250	6,000	13,250
12. Angelici Roberto	7,000	6,500	13,500
13. Angius Luigi	7,650	7,650	15,300
14. Anglani Amedeo	7,350	7,350	14,700
15 Anselmo Alberto	7,050	6,000	13,050
16. Antonini Alberto	7,500	6,600	14,100
17. Appignani Guglielmo	7,900	7,500	15,400
18. Arana Pasqualino	7,050	7,050	14,100
19. Argentini Paolo	7,550	7,550	15,100
20. Arioli Alessandro	7,000	7,000	14,000
21. Artuso Giuseppe	7,350	6,300	13,650
22. Aufderklamm Rolando	7,900	6,500	14,400
23. Azzimondi Ermes Ermenegildo	7,300	6,000	13,300
24. Babusci Silvano	7,350	6,500	13,850
25. Baccolo Ilario	7,300	7,300	14,600
26. Baglioni Pier Guido	7,800	6,200	14,000
27. Balassi Natale	8,500	6,500	15,000
28. Balboni Giordano	8,050	8,050	16,100

Cognome e nome	Votazione media prove scritte	Voto prova orale	Votazione complessiva
29. Baldassarre Giovanni	7,950	6,000	13,950
30. Balestra Romeo	8,000	7,800	15,800
31. Ballico Armando	7,950	7,050	15,000
32. Balossini Giuliano	7,800	7,300	15,100
33. Bandini Enzo	7,700	6,800	14,500
34. Barbassa Fernando	7,750	7,000	14,750
35. Bardoni Mauro	7,750	6,000	13,750
36. Barocci Luciano	7,350	6,500	13,850
37. Barp Bruno	7,600	6,200	13,800
38. Barsanti Marco	7,000	7,550	14,550
39. Baruzzi Agostino	8,050	6,500	14,550
40. Bastoni Olivo	7,100	7,500	14,600
41. Battistini Merino	7,650	6,300	13,950
42. Battistini Paolo	7,200	6,200	13,400
43 Bellintani Carlo	7,900	7,100	15,000
44. Beltrame Ezio	7,400	7,400	14,800
45. Beltrametti Mario	8,400	7,800	16,200
46. Benedetti Giovanni	7,000	7,000	14,000
47. Beneventano Del Bosco Ferdinando	7,550	6,000	13,550
48. Benincasa Antonio Giuseppe	7,050	6,800	13,850
49. Beretta Eugenio	7,800	6,200	14,000
50. Berni Mario	7,750	7,150	14,900
51. Bertoni Rodolfo	7,450	7,450	14,900
52. Bertuna Angelo	7,800	6,800	14,600
53. Bettinelli Giuseppe	7,550	7,200	14,750
54. Biagiotti Paolo	7,350	6,900	14,250
55. Bianco Giovanni Luciano	7,950	7,500	15,450
56. Bicchiega Fernando	8,050	7,500	15,550
57. Bignardi Alfonso	7,150	6,000	13,150
58. Billi Fabio Massimo	7,450	6,200	13,650
59. Bini Giuliano	7,250	6,000	13,250
60. Bittante Mario	8,100	7,800	15,900
61. Bizzarrini Alessio	7,550	7,200	14,750
62. Bocci Giampaolo	7,700	7,300	15,000
63. Boik Lidia	7,100	7,000	14,100
64. Bonagura Giuseppe Vittorio	8,150	7,500	15,650
65. Bonfadini Cataldo	8,250	8,500	16,750
66. Bonini Mario	7,000	6,300	13,300
67. Bonivento Mirko	8,300	6,500	14,800
68. Bonomi Angelo	7,900	6,500	14,400
69. Bonomo Giovan Battista	7,850	6,200	14,050
70. Borrelli Nicola	7,300	6,500	13,800
71. Borrelli Pasquale	7,750	7,000	14,750
72. Bosacchi Giovanni	7,350	7,100	14,450
73. Bossa Giovanni Battista	8,550	8,550	17,100
74. Bottino Salvatore Ugo	7,000	6,500	13,500
75. Bresciano Angelo	7,750	6,000	13,750
76. Bricca Eraldo	8,050	6,500	14,550
77. Bronzato Alberto	7,200	6,000	13,200
78. Bruni Franco	7,900	7,200	15,100
79. Buccella Raffaele	7,000	7,500	14,500
80. Buffo Pietro	7,750	7,150	14,900
81. Buttiglione Anselmo	7,400	8,000	15,400
82. Cacace Giovanni	7,700	6,300	14,000
83. Cadelo Oscar	7,850	7,200	15,050
84. Caforio Antonio	7,000	7,000	14,000
85. Cagnus Silvio	7,250	8,000	15,250
86. Cajani Massimo	8,000	6,200	14,200
87. Calandri Margherita	7,700	7,700	15,400
88. Calderani Pier Luigi	7,350	7,350	14,700
89. Calegari Flavio	7,700	6,500	14,200
90. Calini Adriano	7,000	6,000	13,000
91. Cambiaso Silvio	8,200	8,000	16,200
92. Campani Leo	7,000	6,000	13,000
93. Campidelli Guglielmo	8,050	7,500	15,550
94. Caporale Pier Giuseppe	8,150	6,100	14,250
95. Cappadonna Filippo	7,900	8,100	16,000
96. Cappellini Primo	7,300	7,100	14,400
97. Cappuccio Franco	7,350	6,250	13,600
98. Caproni Antonio	7,000	7,000	14,000
99. Carabelli Giovanni	8,000	7,800	15.800
100. Carboni Domenico	7,600	7,000	14,600
101. Cardella Vincenzo	7,000	7,500	14,500
102. Cardoni Dario	7,450	6,650	14,100
103. Cariani Mario	7,200	7,000	14,200
104. Carli Carlo	7,300	6,000	13,300
105. Carofiglio Ettore	7,250	6,000	13,250
106. Carotta Natalino	7,450	6,000	13,450
107. Carroccio Giuseppe	7,000	6,300	13,300
108. Casadio Luciano	8,100	6,000	14,100
109. Casarubea Ettore	7,000	6,200	13,200
110. Casati Gian Alberto	7,750	7,450	15,200
111. Casati Renzo	7,300	7,500	14,800
112. Caso Vincenzo	7,850	7,750	15,600
113. Casotti Romano	7,100	6,000	13,100
114. Cassiani Massimo	7,700	6,600	14,300
115. Cassoni Vincenzo	7,250	7,250	14,500
116. Castaldo Lorenzo	7,400	7,000	14,400
117. Castellari Giuliano	8,250	8,250	16,500
118. Castelli Domenico	8,650	8,200	16,850
119. Cavagnini Giovanni	7,950	6,500	14,450
120. Cavalli Cornelio	7,800	6,000	13,800
121. Cavallo Eugenio	7,500	7,500	15,000
122. Ceccarelli Maria Antonietta	7,950	7,000	14,950
123. Ceccarelli Pier Alessandro	8,050	7,300	15,350
124. Ceccarini Remo	7,800	6,400	14,200
125. Cederna Guglielmo	7,600	7,900	15,500
126. Cenci Sante	7,250	6,000	13,250
127. Cera Franco	8,200	6,800	15,000
128. Ceravolo Vittorio	7,000	7,000	14,000
129. Cerri Francó	7,350	7,000	14,350
130. Chiappinelli Giulio	7,550	7,650	15,200
131. Chiaruttini Luciano	7,350	6,000	13,350
132. Chiminello Giuseppe	7,000	6,800	13,800
133. Ciccariello Vittorio	7,200	7,000	14,200
134. Cimarelli Adriano	7,750	7,750	15,500
135. Cimino Angelo	7,750	7,000	14,750
136 Cingolani Nazzareno	7,600	6,000	13,600
137. Cioli Aimone	7,250	7,250	14,500
138. Cipollone Santino	7,400	6,200	13,600
139. Cirolini Vincenzo	7,000	7,000	14,000
140. Cocevar Claudio	8,300	8,000	16,300
141. Coiro Giuseppe Mario	7,300	7,300	14,600
142. Colaiuda Elio	7,650	7,000	14,650
143. Comunian Pietro	7,750	7,000	14,750
144. Congiu Mario	7,450	7,000	14,450
145. Consolini Giorgio	7,950	7,000	14,950
146. Conterno Giuseppe	7,500	7,300	14,800
147. Corazza Tiziano	7,250	7,250	14,500
148. Corbetta Italo	7,850	7,500	15,350
149. Corigio Sergio Roberto	7,350	6,800	14,150
150. Corleo Gaetano	7,250	7,250	14,500
151. Corniolo Vincenzo	7,000	7,200	14,200
152. Corradini Carmelo	7,600	7,000	14,600
153. Corsini Margherita	7,650	7,000	14,650
154. Cosolini Mario	7,300	7,500	14,800
155. Costa Mario	7,050	6,000	13,050
156. Costante Salvatore	8,600	8,400	17,000
157. Costantini Mario	7,650	7,500	15,150
158. Costanzo Piero	7,000	7,000	14,000
159. Crepaldi Franco	7,600	6,300	13,900
160. Crivelli Giovanni Battista	8,150	7,650	15,800
161. Croce Angelo	7,000	6,000	13,000
162. Crovella Ananio	7,750	6,200	13,950
163. Crupi Domenico Rocco	7,250	6,200	13,450
164. Cucinella Procopio	7,650	6,000	13,650
165. Curci Michele	7,650	7,200	14,850
166. Dal Sacco Giovanni	7,950	7,500	15,450
167. D'Annunzio Francesco	7,000	7,200	14,200
168. Datti Luigi	7,250	7,000	14,250
169. Davoli Graziano	7,650	6,200	13,850
170. De Bonis Sciaraffia Mario	8,050	8,000	16,050
171. De Crescenzo Francesco Saverio	8,100	6,000	14,100
172. De Fonzo Adriano	7,100	6,100	13,200
173. Deidda Mario	7,200	6,000	13,200
174. Del Fabbro Giorgio	7,750	6,500	14,250
175. Della Grazia Emanuele	7,350	6,150	13,500
176. Delli Veneri Teresa in Malgieri	7,000	7,000	14,000
177. Del Soldato Mario	7,300	7,000	14,300

Cognome e nome	Votazione media prove scritte	Voto prova orale	Votazione complessiva
178. De Nicola Benito Gherardo	7,600	7,000	14,600
179. De Propris Andrea	7,750	7,600	15,350
180. De Santis Marcello	7,800	7,000	14,800
181. De Simone Enrico	7,900	7,000	14,900
182. De Togni Ubertino	7,450	7,450	14,900
183. Di Loreto Luigi	7,750	6,000	13,750
184. Di Muro Rodolfo	7,250	7,100	14,350
185. Di Sisto Romano	7,750	6,500	14,250
186. Di Stefano Giuseppe	8,300	8,000	16,300
187. Di Tria Nicola	7,650	7,650	15,300
188. Di Vito Luigi	8,150	8,000	16,150
189. Di Vizia Gian Carlo	7,750	7,000	14,750
190. Dolazza Alfredo	7,000	6,800	13,800
191. Domizio Antonio	7,250	7,150	14,400
192. Draghetti Luciano	8,150	7,700	15,850
193. Duchi Graziano	7,500	7,000	14,500
194. D'Urso Aurelio	7,250	6,000	13,250
195. Elisei Gio Battista	7,100	7,000	14,100
196. Esposito Bruno	7,350	7,100	14,450
197. Esposito Carlo	8,150	7,850	16,000
198. Fabris Alberto	7,050	7,000	14,050
199. Failla Mulone Alfio	7,600	7,300	14,900
200. Falco Luigi	7,800	7,000	14,800
201. Fallanca Guido	7,100	6,500	13,600
202. Falorni Anna	7,850	7,850	15,700
203. Fanari Luciano	7,350	7,350	14,700
204. Fanfulla Elisabetta	7,250	8,000	15,250
205. Farina Ferdinando	7,400	7,400	14,800
206. Farina Pietro	8,350	7,000	15,350
207. Fasciolo Eligio	7,850	6,000	13,850
208. Favali Frida	7,600	6,000	13,600
209. Favali Mario	7,500	7,000	14,500
210. Fazio Umberto	7,300	7,300	14,600
211. Feresin Italo	7,450	6,000	13,450
212. Ferrara Antonio	8,000	6,000	14,000
213. Ferrarese Mario	7,900	6,800	14,700
214. Ferraris Mario	7,700	7,700	15,400
215. Ferrarone Giuseppe	7,250	6,000	13,250
216. Ferrero Piero	7,150	7,150	14,300
217. Festi Pier Luigi	8,150	6,500	14,650
218. Fiaccarini Francesco	7,150	6,500	13,650
219. Fileni Luciano	7,000	7,000	14,000
220. Filippi Alberto	7,600	6,000	13,600
221. Finardi Franco	7,200	6,300	13,500
222. Fini Michele	7,000	7,500	14,500
223. Fioranti Marino	7,250	7,250	14,500
224. Fiore Giorgio	7,550	6,500	14,050
225. Fiscella Francesco	7,650	6,000	13,650
226. Fontana Calogero	7,000	7,000	14,000
227. Fontana Dino	7,300	6,200	13,500
228. Formento Pier Luigi	7,400	6,000	13,400
229. Fornari Isaia	7,100	6,200	13,300
230. Fornasa Armando	7,850	7,850	15,700
231. Fortina Alessandro	8,400	8,400	16,800
232. Fortuna Vitangelo	8,350	7,800	16,150
233. Franceschi Piergiorgio	7,400	6,000	13,400
234. Francescutto Giovanni	7,650	6,250	13,900
235. Franciosi Renzo	7,900	7,000	14,900
236. Frasca Vincenzo	7,950	7,750	15,700
237. Fresia Antonino	7,250	7,500	14,750
238. Fuschini Gabriele	7,850	6,000	13,850
239. Fusco Francesco	8,000	7,500	15,500
240. Galante Renato	8,150	7,650	15,800
241. Galbiati Augusto	7,550	6,500	14,050
242. Galetti Loris	8,300	8,300	16,600
243. Galli Ambrogio	7,450	7,500	14,950
244. Galvan Riccardo	7,150	7,000	14,150
245. Garbini Getulio	7,650	7,300	14,950
246. Gardelli Attilio	7,400	7,400	14,800
247. Gardoni Faustino	7,050	6,000	13,050
248. Garosi Giuliano	7,450	6,000	13,450
249. Garroni Elmore	7,650	7,000	14,650
250. Gatto Gennaro	7,650	7,650	15,300
251. Genevini Ugo	7,100	7,000	14,100
252. Gentile Otello	7,750	7,500	15,250
253. Gentilini Alessandro	7,800	7,200	15,000
254. Ghirlanda Lauro	7,000	7,000	14,000
255. Ghitti Angelo	7,450	6,000	13,450
256. Giampà Antonio	7,950	7,300	15,250
257. Giandinoto Giuseppe	7,850	7,200	15,050
258. Gianlorenzi Giuliano	8,000	7,600	15,600
259. Giannecchini Luigi	7,900	7,600	15,500
260. Giannecchini Giovanni Tito Remo	8,150	7,900	16,050
261. Giannettoni Mario	7,850	6,000	13,850
262. Gianniello Antonio	7,350	6,500	13,850
263. Giaquinto Antonio	7,400	6,000	13,400
264. Giarmoleo Gesualdo	7,000	7,000	14,000
265. Giliberti Pietro	8,250	8,000	16,250
266. Giobbe Vincenzo	7,550	6,000	13,550
267. Giordano Giovanni nato a Matera il 26 aprile 1934	7,900	7,400	15,300
269. Giordano Pietro	7,400	7,500	14,900
269. Giovannetti Paolo	7,950	6,000	13,950
270. Giudizi Claudio	7,000	7,300	14,300
271. Giuffrida Salvatore	7,700	7,000	14,700
272. Giunta Salvatore	8,050	7,500	15,550
273. Giusti Mauro nato a Pistoia il 6 agosto 1938	7,550	7,500	15,050
274. Gobbo Odorico	7,400	7,000	14,400
275. Gragnoli Umberto	7,000	7,000	14,000
276. Gramigna Francesco	7,050	7,550	14,600
277. Grassi Enzo	7,000	7,400	14,400
278. Grassi Giuseppe	7,000	6,100	13,100
279. Greco Paolo	7,400	6,000	13,400
280. Gromi Ernesto	8,550	9,000	17,550
281. Gromuli Eros	7,650	6,000	13,650
282. Iacucci Ernesto	7,350	7,000	14,350
283. Iannitti Elvio	7,800	6,400	14,200
284. Iannuzzi Giuseppe	7,000	7,000	14,000
285. Ierardi Franco Paolo	7,350	7,350	14,700
286. Incalza Francesco	7,600	6,500	14,100
287. Incalza Vincenzo	7,000	6,700	13,700
288. Ivaldi Luigi Silvano	7,000	6,000	13,000
289. Job Lino	7,350	6,050	13,400
290. Ladisa Giuseppe	8,050	7,500	15,550
291. La Face Vincenzo	7,200	8,000	15,200
292. Lagomarsini Giuseppe	7,000	7,400	14,400
293. Lainati Aldo	7,000	6,000	13,000
294. La Malfa Elio	7,300	6,000	13,300
295. Lambertini Franco	8,150	7,800	15,950
296. Lanza Giacomo	7,000	7,500	14,500
297. Latini Sergio	7,000	7,000	14,000
298. Laudadio Vito	7,000	6,100	13,100
299. Lazzaro Guido	7,100	7,100	14,200
300. Lazzarotto Salvatore	7,900	7,900	15,800
301. Lemmetti Nilo Giovanni	7,050	7,000	14,050
302. Leo Tommaso	7,000	7,000	14,000
303. Leone Bruno	7,000	7,000	14,000
304. Leone Giuseppe	7,000	6,000	13,000
305. Leoni Pietro	8,050	6,000	14,050
306. Lepore Vincenzo	7,300	6,500	13,800
307. Liparoti Giuseppe	7,500	6,500	14,000
308. Locatelli Tullio	7,800	6,800	14,600
309. Lodi Renato	7,400	6,000	13,400
310. Lo Iacono Giuseppe	7,350	7,000	14,350
311. Loizzo Giuseppe	7,150	6,650	13,800
312. Lolli Gianfranco	7,450	7,200	14,650
313. Lombardi Aldo	7,000	6,000	13,000
314. Lombardi Michele	7,500	7,600	15,100
315. Longo Leonardo	7,000	7,000	14,000
316. Losio Paolo	7,000	6,000	13,000
317. Lo Vecchio Vincenzo Maria	7,750	7,000	14,750
318. Lucarini Gino	7,000	7,300	14,300
319. Lucchesi Elio	7,250	7,800	15,050
320. Luciano Giancarlo	7,200	6,000	13,200
321. Lugari Alberto	8,400	7,000	15,400
322. Lunerti Cesare	7,000	6,000	13,000
323. Maccaferri Italo	7,900	6,000	13,900
324. Maccari Luigi	7,950	7,500	15,450
325. Maggi Pio	7,850	6,000	13,850

Cognome e nome	Votazione media prove scritte	Voto prova orale	Votazione complessiva
326. Magnano Nunzio	7,750	7,000	14,750
327. Magon Arrigo	7,950	7,600	15,550
328. Maiellano Federico	7,000	6,000	13,000
329. Maifredini Giacomo	7,350	7,050	14,400
330. Mamoli Franco	7,550	7,550	15,100
331. Manassero Roberto	7,150	7,750	14,900
332. Mangano Antonino Nunzio	8,350	6,500	14,850
333. Mantovani Gianluigi	7,000	6,000	13,000
334. Marcellini Aldo	7,400	6,500	13,900
335. Marchesini Paolo	7,900	7,500	15,400
336. Marchetti Francesco	7,550	7,550	15,100
337. Mariella Francesco	7,850	6,000	13,850
338. Martelli Giancarlo	7,500	6,200	13,700
339. Martinelli Pasquale	7,850	7,600	15,450
340. Mascilongo Basso	7,250	6,000	13,250
341 Massaggia Luciano	7,450	7,000	14,450
342. Massimiano Vincenzo	7,100	7,200	14,300
343. Mastromatteo Michele	7,000	6,200	13,200
344. Mattei Adriano	7,350	7,350	14,700
345. Mazzitelli Francesco	7,000	6,200	13,200
346. Mazzoleni Paolo Francesco	7,500	7,200	14,700
347. Melchiorri Livio	7,350	6,000	13,350
348. Melluccio Marco	7,000	7,000	14,000
349. Melonaro Mario	7,050	7,400	14,450
350. Meneghetti Pier Natale	8,100	7,200	15,300
351 Merlini Gianfranco	7,000	6,800	13,800
352. Mescia Domenico	7,450	7,000	14,450
353. Mesiano Giuseppe	7,700	8,600	16,300
354 Mestichella Renato	7,000	7,500	14,500
355. Migliaccio Francesco	7,350	6,000	13,350
356. Minchio Antonio	7,950	7,800	15,750
357. Miniutti Angelino	7,900	6,500	14,400
358. Mocati Giovanni Battista	7,350	7,000	14,350
359. Mocetti Giuseppina in Parroccini	7,000	7,400	14,400
360 Molino Angelo	7,250	6,800	14,050
361. Montaguti Giovanni	8,000	8,000	16,000
362. Montanari Sergio	7,100	6,200	13,300
363. Montignani Alberto	7,750	6,800	14,550
364. Morando Giancarlo	8,050	7,000	15,050
365. Morelli Franco	7,000	7,300	14,300
366. Moretti Giuseppe	7,750	7,000	14,750
367. Moretti Mario	7,000	6,600	13,600
368. Moretti Sergio	7,950	6,400	14,350
369. Mostocotto Loris	7,100	6,300	13,400
370. Mucchi Corrado	7,050	7,000	14,050
371. Naddeo Maria Antonia in Cesco	7,200	7,000	14,200
372. Nanna Giovanni	7,000	7,000	14,000
373. Nannoni Sestilio	7,000	7,000	14,000
374. Nardinocchi Giuseppe	7,000	6,000	13,000
375. Natalicchi Alessandro	7,450	7,300	14,750
376. Natalini Mario	7,800	7,400	15,200
377. Niccoli Duilio	7,000	6,000	13,000
378. Nicolao Manlio	8,400	6,700	15,100
379. Nicolò Adalberto	7,350	7,350	14,700
380. Nicosia Giovanni	7,650	7,450	15,100
381. Nilo Luciano	7,000	6,000	13,000
382. Orlandi Jole	7,550	7,550	15,100
383. Ortolani Maurizio	7,850	7,350	15,200
384. Ottaviani Vittorio	7,300	6,300	13,600
385. Paci Natale	7,400	7,400	14,800
386. Paganelli Terzo	7,000	7,000	14,000
387. Pagani Maurizio	7,300	7,600	14,900
388. Palazzini Paolo	7,950	7,500	15,450
389. Pallesi Luciano	7,400	7,400	14,800
390. Palliccia Antonio	7,450	6,600	14,050
391. Pallotta Domenico	8,100	7,700	15,800
392. Palmieri Antonio	7,650	6,500	14,150
393. Panagia Giovanni	7,250	7,500	14,750
394. Pandini Giuseppe	7,000	7,000	14,000
395. Pangher Giuseppe	7,100	7,000	14,100
396. Pangrazi Luciano	7,500	6,000	13,500
397. Pansini Giorgio	8,350	7,000	15,350
398. Papi Augusto	7,550	7,000	14,550
399. Parascandolo Alessandro	7,500	7,500	15,000
400. Pardi Luciano	7,250	7,300	14,550

Cognome e nome	Votazione media prove scritte	Voto prova orale	Votazione complessiva
401. Pasetti Giancarlo	7,250	7,000	14,250
402. Pasetto Emilio	7,000	6,300	13,300
403. Passaquindici Giovanni Battista	7,550	6,250	13,800
404. Pedrolli Claudio	7,400	6,000	13,400
405. Pennacchini Sergio	7,950	8,000	15,950
406. Pepi Gianfranco	7,050	6,000	13,050
407. Perrone Giovanni	7,500	6,000	13,500
408. Petasecca Donati Amedeo	7,200	7,500	14,700
409. Petrini Alfredo	7,000	6,200	13,200
410. Piantini Renato	7,950	7,500	15,450
411. Piatti Fabrizio	7,000	6,000	13,000
412. Piazza Emanuele	7,100	6,900	14,000
413. Picardi Ciro	8,000	7,200	15,200
414. Piccinini Luciano	7,650	6,500	14,150
415. Picco Luigi	7,600	7,200	14,800
416. Pignatelli Giovanni	7,100	6,200	13,300
417. Pignatelli Silvano	7,200	6,500	13,700
418. Pileri Marcello	8,250	7,700	15,950
419. Pipolo Gianfranco	7,000	7,000	14,000
420. Pisanelli Eugenio	7,000	6,000	13,000
421. Piva Claudio	7,150	6,600	13,750
422. Piva Luciano	7,150	7,000	14,150
423. Pizzi Antonio	7,050	6,000	13,050
424. Pocaterra Aberaldo	8,150	7,150	15,300
425. Poletti Livio	7,300	7,700	15,000
426. Porcedda Antonio	7,700	7,500	15,200
427. Possiedi Giorgio	7,900	6,300	14,200
428. Predieri Umberto	7,550	7,550	15,100
429. Prevignano Elio	7,350	6,000	13,350
430. Provenzano Carmelo	7,150	6,000	13,150
431. Pugliese Giuseppe	7,500	7,000	14,500
432. Pugliese Raffaele	7,000	6,500	13,500
433. Puri Roberto	7,000	6,000	13,000
434. Quargnali Sergio	7,950	7,450	15,400
435. Rabito Giuseppe	7,000	7,000	14,000
436. Ragazzoni Paolo Felice	8,150	8,000	16,150
437. Rainaldi Sergio	8,150	8,000	16,150
438. Rauco Marcello	7,400	7,400	14,800
439. Raviciotti Giovanni	8,450	7,800	16,250
440. Razzi Franco	7,050	7,200	14,250
441. Reali Ciro	7,400	7,400	14,800
442. Redaelli Mario	7,950	7,200	15,150
443. Reduzzi Battista	7,000	6,000	13,000
444. Retico Francesco	7,650	7,150	14,800
445. Ribul Moro Gustavo	7,000	7,500	14,500
446. Rizzo Alfonso	7,200	7,600	14,800
447. Rizzo Arteo	7,000	6,500	13,500
448. Rizzo Giorgio	7,700	7,300	15,000
449. Rizzoli Renato	7,950	7,700	15,650
450. Rocca Carlo	7,000	6,000	13,000
451. Roda Alberto	7,400	7,000	14,400
452. Romagnoli Aldo	7,550	6,000	13,550
453. Roman Bruno	8,050	6,250	14,300
454. Romano Raffaele	7,000	6,300	13,300
455. Romiti Ultimo	7,000	6,500	13,500
456. Ronca Luigi	7,750	7,550	15,300
457. Rondi Claudio	7,750	7,650	15,400
458. Roscini Cesare	7,600	7,700	15,300
459. Rossetti Bernardino	7,000	6,000	13,000
460. Rossi Adriano	7,750	6,000	13,750
461. Rossi Giorgio	7,450	7,450	14,900
462. Rossini Francesco	7,000	6,000	13,000
463. Rubini Giovanni	7,600	6,000	13,600
464. Russoni Bruno	7,700	7,500	15,200
465. Sacchi Luciano	7,200	6,000	13,200
466. Salemme Gaetana	7,150	7,150	14,300
467. Salgarelli Renato	7,250	6,000	13,250
468. Saloni Bruno	7,400	7,000	14,400
469. Salti Giuseppe	7,550	7,550	15,100
470. Sandrini Giuseppe	7,100	6,500	13,600
471. Savalli Giuseppe	7,000	7,200	14,200
472. Scambia Andrea Alfonso	7,450	7,450	14,900
473. Schiantarelli Giampiero	8,000	8,000	16,000
474. Schiavi Giuseppe	8,500	8,500	17,000
475. Sciarpelletti Luigi	8,050	8,000	16,050

Cognome e nome	Votazione media prove scritte	Voto prova orale	Votazione complessiva
476. Sciarretta Luigi	7,250	7,000	14,250
477. Sclaverano Giovanni	7,250	7,700	14,950
478. Scolari Sergio	7,400	6,200	13,600
479. Scoppolini Aldo	7,000	7,000	14,000
480. Selvaggi Piero	7,000	7,500	14,500
481. Sfondrini Ambrogio	8,850	7,500	16,350
482. Simonazzi Giuseppe	7,000	6,000	13,000
483. Siravo Oliviero	8,250	7,000	15,250
484. Socci Mario	7,000	6,000	13,000
485. Solenghi Giovanni	8,150	7,900	16,050
486. Sorci Andrea	7,000	7,000	14,000
487. Speranza Angelo	7,000	7,300	14,300
488. Spigariol Camillo	7,600	6,300	13,900
489. Spinardi Romolo	7,350	7,000	14,350
490. Spirito Umberto	7,350	7,350	14,700
491. Spogli Sauro	7,250	7,250	14,500
492. Stabellini Franco	7,900	7,900	15,800
493. Stoppani Luciano	7,400	7,400	14,800
494. Stucchi Aurelio	7,000	6,000	13,000
495. Tafaro Carmine	7,450	7,150	14,600
496. Tagliarini Guglielmo	7,000	6,000	13,000
497. Taliercio Marcello	7,250	7,400	14,650
498. Tartarelli Efisio	7,500	6,500	14,000
499. Tassoni Giovanni	7,550	7,500	15,050
500. Terenzi Angelo	7,000	7,000	14,000
501. Terracina Salvatore	7,450	6,700	14,150
502. Thomas Romano	7,000	7,000	14,000
503. Tibaldi Luciano	7,650	7,650	15,300
504. Toffolo Marco	7,300	6,800	14,100
505. Tomasotti Renzo	8,150	8,350	16,500
506. Tomei Luciano	7,350	7,000	14,350
507. Tonelli Giovanni	7,200	7,000	14,200
508. Torcolini Dino	7,000	7,000	14,000
509. Tordini Raffaello	7,300	7,300	14,600
510. Torelli Giorgio	7,900	7,100	15,000
511. Tortonesi Giampaolo	7,350	7,000	14,350
512. Trapani Matteo	7,000	7,600	14,600
513. Treppiedi Vincenzo nato a Vicari il 3 febbraio 1942	7,600	6,000	13,600
514. Trerè Franco	7,750	6,000	13,750
515. Trivi Anna Licia	7,000	6,200	13,200
516. Troielli Ernesto	7,650	6,500	14,150
517. Turati Alberto	7,000	6,000	13,000
518. Turri Mario	7,200	7,200	14,400
519. Uliana Luigi	7,250	7,000	14,250
520. Ulivieri Impero	7,000	6,000	13,000
521. Vaccaro Vincenzo	7,000	7,200	14,200
522. Valecca Sante	7,750	7,400	15,150
523. Valent Ciro	7,000	7,500	14,500
524. Valenti Filadelfo	7,000	6,000	13,000
525. Vasques Aldo	7,350	7,500	14,850
526. Vassallo Vladimiro	7,250	6,500	13,750
527. Vegliante Vittorio	7,000	6,000	13,000
528. Veronese Mario	7,000	6,200	13,200
529. Verzi Carmelo	7,000	7,000	14,000
530. Vicari Sottosanti Giovanni	7,400	6,000	13,400
531. Vitiello Giovanni	8,550	8,250	16,800
532. Viviani Sergio	7,000	6,500	13,500
533. Zambonini Gerolamo	7,200	6,500	13,700
534. Zanzucchi Ernesto	7,250	7,000	14,250
535. Zita Romano	7,000	7,000	14,000
536. Zuin Gianfranco	7,800	7,800	15,600
537. Zurlini Cesare	7,450	6,500	13,950
538. Walcher Alessandra	7,550	6,000	13,550
539. Wallnöfer Ermanno	7,300	6,000	13,300

Art. 2.

Si fa riserva di provvedere nei confronti dei candidati Angella Luciano, Aresu Pietro, Baldini Neddo, Barra Cesare, Berto Guido, Caporicci Marianna in Sensi, Cundari Walter, Di Pasquale Antonio, Garabello Giuseppe, Giovanelli Giancarlo, Guarrasi Giovanni, Lavazza Cesare, Legittimo Arnaldo, Losi Fulvio, Mari Mario, Mazzoni Antonio, Moretti Dino, Pamparoni Tarcisio, Panti Maurizio, Paolini Ulderico, Raponi Franco, Reale Neldo, Rocca Luigi, Rozzoni Sergio, Savini Mario Romano, Toracca Elio, Tummolo Michele, Vaccaro Francesco, Villa Giulio, in attesa dei risultati degli accertamenti disposti riguardo alla loro posizione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Roma, addì 29 dicembre 1966

Il Ministro: PRETI

(10898)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

PROVVEDITORATO REGIONALE ALLE OPERE PUBBLICHE PER IL LAZIO

Concorso nazionale tra artisti italiani, per l'ideazione ed esecuzione di opere d'arte da destinare alla nuova sede del Palazzo di giustizia di Rieti.

IL PROVVEDITORE

Vista la legge 19 maggio 1954, n. 274;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1955, n. 1534, modificato dalla legge 23 marzo 1964, n. 134;

Vista la legge 18 maggio 1931, n. 544;

Vista la legge 29 luglio 1949, n. 717 e 3 marzo 1960, n. 237;

Premesso che con decreto provveditoriale n. 40345 del 19 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 3 giugno 1961, registro n. 2, foglio n. 18, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 208 del 27 ottobre 1961, è stato bandito un concorso nazionale per l'ideazione ed esecuzione di opere artistiche nel nuovo edificio del Palazzo di giustizia di Rieti entro il limite di L. 3.000.000;

Visto l'esito del detto concorso, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 70 in data 18 marzo 1965, dal quale risulta che la Commissione giudicatrice, canstatato che nessun concorrente ha presentato bozzetti od elaborati tali che possano essere dichiarati vincitori, ha deliberato di non procedere ad alcuna aggiudicazione;

Visto il decreto presidenziale n. 41399 del 30 giugno 1964, registrato alla Corte dei conti il 19 agosto 1964, registro n. 2, foglio n. 331, con il quale è stata approvata la perizia di 2° stralcio comprensiva della somma di L. 1.200.000 per opere d'arte;

Ritenuta quindi la necessità di bandire un nuovo concorso nazionale tra artisti italiani;

Visto il relativo bando di concorso;

Visto il voto n. 49646 emesso nell'adunanza del 24 giugno 1965, con il quale il Comitato tecnico amministrativo ha espresso il parere che il nuovo bando di concorso per l'esecuzione delle opere d'arte entro il limite di L. 4.200.000, sia meritevole di approvazione;

Vista la legge ed il regolamento sulla contabilità generale dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato il nuovo bando di concorso nazionale, tra artisti italiani, per l'ideazione e realizzazione di opere artistiche da eseguire nel nuovo Palazzo di giustizia di Rieti.

Art. 2.

Il presente decreto con l'allegato bando sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 luglio 1966

Il provveditore: SANZO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *luglio* 1966
Registro n. 3, *foglio n.* 113

BANDO DI CONCORSO

Art. 1.

Il Provveditorato regionale alle opere pubbliche per il Lazio ai sensi della legge 29 luglio 1949, n. 717, modificata con la legge 3 marzo 1960, n. 237, bandisce un concorso pubblico tra gli artisti italiani per la ideazione ed esecuzione di opere d'arte destinate alla decorazione della nuova sede del Palazzo di giustizia di Rieti.

Al concorso potranno partecipare tutti gli artisti senza altra limitazione che il possesso della cittadinanza italiana.

Art. 2.

Descrizione delle opere d'arte:

n. 3 transenne in ferro battuto e bronzo delle dimensioni di m. 4,30 x 0,85 x 0,05 con motivi liberi.

Art. 3.

Ogni artista partecipante al concorso dovrà presentare un bozzetto nel rapporto di 1:5 in gesso. Dovrà inoltre presentare un particolare al vero delle dimensioni di m 0,40 x 0,85 in gesso.

Ogni bozzetto dovrà essere firmato e dovrà essere accompagnato da una dichiarazione pure firmata, redatta in carta da bollo da lire 400 la quale dovrà contenere la esplicita affermazione che è stata presa esatta cognizione, accettandola pienamente di tutte le condizioni contenute nello schema di lettera d'impegno, allegato al presente bando.

In detta dichiarazione si dovrà altresì affermare che il compenso per l'esecuzione delle opere indicate all'art. 6 viene considerato a tutti gli effetti pienamente remunerativo di tutti gli oneri e condizioni specificate nella citata lettera di impegno.

Ciascun bozzetto dovrà portare la seguente intestazione generale: « Concorso per la ideazione ed esecuzione delle opere d'arte destinate alla decorazione del Palazzo di giustizia di Rieti ».

Art. 4.

Gli elaborati dovranno pervenire a cura, spese e rischio dei concorrenti, al Provveditorato regionale alle opere pubbliche per il Lazio Roma, via Monzambano 10, entro e non oltre le ore dodici del 90° giorno dalla pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il termine non sarà prorogabile.

Gli elaborati che dovessero pervenire all'indirizzo suddetto dopo trascorso il termine sopraindicato, non saranno presi in esame, ma trattenuti a disposizione degli autori sino a 30 giorni dalla pubblicazione dell'esito del concorso.

Art. 5.

Gli elaborati verranno esaminati e giudicati da una Commissione che sarà formata secondo le vigenti disposizioni della legge 29 luglio 1949, n. 717, modificata dalla legge 3 marzo 1960, n. 237.

Art. 6.

La Commissione giudicatrice, esclusi gli elaborati non rispondenti ai requisiti prescritti dal bando, sceglierà il bozzetto ritenuto più idoneo

I criteri di giudizio saranno insindacabilmente fondati sull'esame comparativo degli elementi tecnici, estetici ed artistici dei singoli bozzetti nell'intento di assicurare la migliore riuscita delle opere.

L'artista presentatore del bozzetto vincitore si dovrà intendere compensato con l'affidamento dell'esecuzione dell'opera.

Ad esso verrà corrisposto, con le modalità di pagamento indicate nello schema di lettera d'impegno un compenso non superiore a L. 4.200.000 (quattromilioniduecentomila) Detto compenso è comprensivo di tutti gli oneri specificati nella citata lettera d'impegno.

Nessun compenso verrà corrisposto e per nessun motivo, agli artisti presentatori dei bozzetti non vincitori.

Qualora ad insindacabile giudizio della Commissione, nessuno dei bozzetti presentati sia ritenuto meritevole di realizzazione, l'Amministrazione si riserva la facoltà più ampia di provvedere a questo mediante ulteriore concorso da bandire eventualmente anche per la esecuzione di opere diverse da quelle del presente bando.

L'esito del concorso verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 7.

I bozzetti non prescelti rimarranno di proprietà dei singoli autori e dovranno essere ritirati entro il termine di trenta giorni dalla pubblicazione dell'esito del concorso unitamente ai bozzetti di cui al terzo comma dell'art. 4.

Decorsa tale scadenza il Provveditorato regionale alle opere pubbliche per il Lazio non risponderà degli elaborati non ritirati e procederà al loro disfacimento.

Quello prescelto rimarrà invece di proprietà dell'Amministrazione dei lavori pubblici.

Art. 8.

Il vincitore del concorso dovrà presentare entro 30 giorni dalla pubblicazione dell'esito del concorso, il certificato di cittadinanza italiana ad attestazione del requisito richiesto all'articolo 1 del presente bando.

Ad esso sarà affidato l'incarico della esecuzione delle opere sulla base delle condizioni indicate nello schema di lettera di impegno.

Art. 9.

Gli artisti potranno assumere presso l'Ufficio del genio civile di Rieti (Via T Flavio Sabino 13) tutte le informazioni o prescrizioni ritenute utili e potranno altresì richiedere copie degli esistenti disegni (piante, prospetti e sezioni) relativi agli ambienti nei quali le opere dovranno essere collocate.

Art. 10.

La partecipazione al concorso impone l'accettazione incondizionata da parte dei concorrenti di tutte le condizioni stabilite nel presente bando che verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Schema di lettera d'impegno

Il sottoscritto . . . . nato il . . . . . in . . . . con domicilio legale in . . . . si obbliga con la presente lettera di impegno di provvedere alla esecuzione dell'opera suindicata in conformità al bozzetto presentato all'Amministrazione, per il prezzo a corpo di L . . .

Il sottoscritto si obbliga altresì ad osservare le disposizioni dei regolamenti e delle vigenti leggi per la esecuzione dei lavori per conto dello Stato.

Nel prezzo suddetto si intendono compresi e compensati tutti gli oneri derivanti dalla realizzazione dell'opera compresa la già avvenuta ideazione nonchè la fornitura di tutto il materiale necessario per la esecuzione, il cui importo ammonta a L. . . . . . .

Il sottoscritto si impegna di ultimare l'opera nel termine di giorni 90 dalla data della presente che tiene luogo di verbale di consegna ed accetta una penale giornaliera di L. 10.000 per ogni giorno di ritardo.

Dichiara di accettare le seguenti modalità di pagamento:

il 30% del prezzo a corpo al netto delle prescritte ritenute del 10,50% all'affidamento dei lavori;

una seconda rata pari al 40% del prezzo a corpo, al netto delle prescritte ritenute del 10,50%, dopo che la Direzione dei lavori avrà potuto accertare che la lavorazione dell'opera sia stata eseguita — a proprio insindacabile giudizio — per almeno il 75%;

il restante 30% del prezzo a corpo, sempre al netto delle ritenute di cui sopra, sarà pagato ad opera completamente ultimata e consegnata. Il pagamento del saldo, corrispondente all'importo delle ritenute di cui sopra, verrà effettuato entro 60 giorni dalla data del certificato di ultimazione e previo nulla osta da parte della competente Sovraintendenza alle gallerie.

Sul saldo in parola verrà effettuata a norma dell'art 3 della legge 29 luglio 1949, n. 717, la ritenuta del 2% dell'intero importo della opera, da destinare a favore della Cassa nazionale assistenza belle arti istituita con legge 25 maggio 1936, n. 1216.

Il sottoscritto chiede che i relativi titoli di spesa vengano emessi sulla Tesoreria provinciale di . . . . a suo favore e che gli avvisi di avvenuta emissione dei titoli stessi siano inviati a . . . . quale suo recapito.

Agli effetti fiscali si dichiara che la presente lettera di impegno, riferendosi all'esecuzione di opere d'arte frutto dell'ingegno gode delle agevolazioni fiscali previste dall'art. 94 del regolamento sul Registro.

Sull'importo di L. . . . . relativo alla fornitura di materiale . . . . dovrà essere applicata l'imposta di registro in misura proporzionale.

Tutte le spese dipendenti dalla presente lettera di impegno, comprese quelle per diritti di segreteria e di copia, sono a carico esclusivo del sottoscritto artista.

. . . . ., addì . . . .

L'artista esecutore: . . . .

Visto, l'ingegnere capo

. . . .

(10960)

MINISTERO DELLA DIFESA

Diario delle prove scritte del concorso per esami a tre posti di vice ragioniere in prova, nella carriera speciale dei ragionieri di Marina.

Le prove scritte del concorso per esami a tre posti di vice ragioniere in prova, nella carriera speciale dei ragionieri di Marina, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 92 del 15 aprile 1966, avranno luogo nei giorni 25, 26, 27 e 28 gennaio 1967, con inizio alle ore 8,30, presso il Dopolavoro della Marina militare Lungotevere delle Armi n. 20, Roma.

(145)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Prova pratica di scrittura sotto dettato in lingua italiana del concorso per titoli per l'assunzione di due inservienti in prova presso il Provveditorato agli studi di Pavia.

La prova pratica di scrittura sotto dettato in lingua italiana del concorso per titoli per l'assunzione di due inservienti in prova presso il Provveditorato agli studi di Pavia, indetto con decreto ministeriale 20 luglio 1964, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 229 dell'11 settembre 1965, avrà luogo in Pavia presso l'Istituto magistrale « A. Cairoli », corso Mazzini n. 7, il giorno 28 gennaio 1967, con inizio alle ore 10.

(141)

Avviso di rettifica

Il testo del decreto ministeriale 15 maggio 1966, concernente i concorsi a seimilacinquecentocinque cattedre negli Istituti di istruzione secondaria, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 173 del 15 luglio 1966, è così rettificato:

pag. 6: tabella E XIV; prove richieste: anzichè «scritta, pratica, orale» leggasi « scritta, grafica, orale ».

pag. 84: tabella E XIV aggiungere: « prova grafica: 26 gennaio 1967 ».

(13)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI SAVONA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Savona.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1297 del 15 marzo 1966, con il quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento di posti di medico condotto vacanti in provincia di Savona alla data del 30 novembre 1965;
Ritenuto di dover provvedere alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso predetto;
Viste le designazioni del Ministero della sanità e della prefettura di Savona, nonchè le proposte formulate dall'Ordine dei medici e dai Comuni interessati;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso specificato in premessa è costituita come appresso:

Presidente:

Brighenti dott. Manfredo, direttore di divisione del Ministero della sanità.

Componenti:

De Ciampis dott. Alberto, medico provinciale superiore del Ministero della sanità.
Bruno dott. Bartolomeo, direttore di sezione della prefettura di Savona;
Cotti prof. Luigi, primario medico dell'Ospedale « S. Paolo » di Savona;
Abbo rof. Ignazio, primario chirurgo dell'Ospedale « S. Maria di Misericordia » di Albenga;
Aschero dott. Cesare, medico condotto di Pietra Ligure.

Segretario:

Giannuzzi dott. Elio, consigliere di 1ª classe della prefettura di Savona.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Savona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, agli albi pretori della Prefettura, di questo Ufficio e dei Comuni interessati.

Savona, addì 17 dicembre 1966

Il medico provinciale: LOMBARDI

(10781)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI REGGIO CALABRIA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Reggio Calabria.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 4895 del 30 agosto 1966, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati idonei nel concorso per i posti di medico condotto vacanti in provincia di Reggio Calabria al 30 novembre 1964;
Considerato che, a seguito di rinuncia, alcune delle condotte mediche assegnate con decreto n. 5734 del 10 ottobre 1966, si sono rese vacanti;
Esaminate le domaande dei concorrenti e tenuta presente la indicazione delle sedi per le quali, secondo l'ordine di preferenza, ciascuno di essi ha dichiarato di concorrere;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè gli articoli 23 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

A modifica di quanto disposto con precedente decreto, i candidati sottosegnati, sono dichiarati vincitori delle condotte mediche dei Comuni a fianco indicati:

1) Moricca Emilio: Caulonia (frazione Ursini);
2) Zito Giuseppe: Palizzi (frazione Pietrapennata).

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e sarà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio del medico provinciale ed a quello dei Comuni interessati.

Reggio Calabria, addì 17 dicembre 1966

Il medico provinciale: LANIA

(10894)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.